

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 11/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOGUINDIS**

RUE DU PONT-DE-BOIS

--

29290 St Renan

Références : 2025.287

Code AIOT : 0005500066

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement SOGUINDIS implanté Rond Point J F Kennedy -- 22200 GUINGAMP. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action départementale de contrôles inopinés, menée par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), portant sur les stations-services soumises à déclaration au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGUINDIS

- Rond Point J F Kennedy – 22200 GUINGAMP
- Code AIOT : 0005500066
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOGUINDIS exploite, avenue John Fitzgerald Kennedy à Grâces, une station-service de l'enseigne Carrefour (en location-gérance) soumise à déclaration au titre de la rubrique 1435-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (le volume annuel de carburant liquide étant supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>). Les installations sont régulièrement déclarées par un récépissé délivré le 16 décembre 1988 par la Préfecture des Côtes d'Armor. Une demande de bénéfice des droits acquis (rubrique 1435) a été effectuée en date du 19 août 2010.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 2.9	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Distances Stockage bouteilles gaz	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 2.1	Sans objet
2	Distances Réservoir Hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 2.1	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 3.4	Sans objet
7	Events	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – 4.10.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir plusieurs justificatifs sous 1 mois dont l'attestation du contrôle périodique du système d'extinction automatique de la station et de veiller à ce que les macarons de vérification soient apposés sur les appareils par l'organisme vérificateur et compléter le registre-classeur des vérifications périodiques. Il est par ailleurs demandé de procéder au nettoyage des regards de collecte des eaux pluviales.

L'inspection des installations classées rappelle que la station-service est soumise à l'obligation d'un contrôle périodique, réalisé tous les 5 ans, par un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ce contrôle périodique a pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de l'arrêté ministériel applicable.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Distances Stockage bouteilles gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation, aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  C. Les stockages de bouteilles de gaz combustibles liquéfiés respectent les conditions minimales d'éloignement suivantes des parois des appareils de distribution : - 6 mètres, si la capacité du dépôt de bouteilles est au plus de 15 000 kilogrammes ; - 7,5 mètres pour une capacité de dépôt supérieure à 15 000 kilogrammes.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de bouteilles de gaz en quantité inférieure à 15 000 kg, ainsi qu'une citerne aérienne de GPL d'une capacité de 5 tonnes. La visite a montré que les stockages de gaz sont situés à environ 8 mètres des appareils de distribution les plus proches. La distance réglementaire minimale d'éloignement de 6 mètres est donc respectée. Cependant, l'inspection attire l'attention sur la nécessité de veiller à ce que cette distance minimale soit toujours bien respectée en cas de réorganisation susceptible de rapprocher le stockage de gaz des appareils de distribution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Distances Réservoir Hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation, aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  D. Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, est observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.
<b>Constats :</b>

L'inspection des installations classées a constaté que les événements des réservoirs d'hydrocarbures sont implantés à une distance d'environ 10 mètres des parois des appareils de distributions les plus proches. La distance réglementaire minimale d'éloignement est donc respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation, aménagement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.</p> <p>La commande du dispositif de coupure générale est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.</p> <p>Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est exploitée en libre service, sans surveillance. L'inspection a constaté la présence d'une borne de sécurité équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un bouton d'arrêt d'urgence permettant la coupure du circuit électrique et la distribution de carburant.</li> <li>- d'un bouton d'appel permettant d'être mis en relation avec une assistance</li> </ul> <p>Chaque îlot est également équipé d'un bouton d'arrêt d'urgence et d'un bouton d'appel.</p> <p>Le coffret de commande manuelle, doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte contre l'incendie, est positionné en dehors de l'aire de distribution à environ 15 mètres de la borne de sécurité et du dispositif de coupure générale. Il est facilement accessible au responsable de l'exploitation de l'installation.</p> <p>L'exploitant a présenté le classeur-registre des vérifications périodiques. L'inspection a relevé que la dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 03/09/2025. Le contrôle précédent est daté du 18/10/2024. L'inspection relève que les installations sont donc contrôlées au moins une fois par an. Le dernier rapport de vérification n'a toutefois pas été présenté. L'exploitant a déclaré qu'un essai de dispositif de coupure générale est réalisé lors de la vérification périodique.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Transmettre à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification des installations électriques
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation, aménagement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite a mise en évidence que le sol des aires de distribution est constitué de béton avec un revêtement en bon état de propreté. L'aire est aménagée avec des caniveaux double pente (de chaque côté des îlots), de façon à collecter et diriger les eaux de ruissellement, de lavage ou les matières répandues accidentellement vers un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'inspection a constaté le développement de végétation dans un des regards et rappelle que le réseau de collecte doit être maintenu propre et dégagé afin d'assurer le bon écoulement des effluents et éviter toute pollution.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Procéder au nettoyage des regards de collecte des eaux pluviales de l'aire de distribution Transmettre les justificatifs de l'entretien et du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation, entretien
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou</p>

polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

**Constats :**

La visite a mis en évidence le bon état de propreté du site. L'exploitant a confirmé l'intervention régulière d'une entreprise spécialisée pour le nettoyage. L'inspection a également constaté que les espaces verts et la haie entourant la citerne de gaz font l'objet d'un entretien. L'inspection attire l'attention sur l'importance de maintenir le bon entretien régulier de la haie de manière à prévenir tout risque, notamment d'incendie, qui pourrait se propager à la citerne.

L'inspection a constaté des incivilités de la part des usagers (dépôt de déchets dans les bacs de sable alors qu'une poubelle dédiée est mise à disposition sur chaque îlot). La présence des déchets dans les bacs de sable est susceptible de gêner l'accès au matériau en cas de besoin. Ces dispositifs sont destinés en premier lieu à la lutte contre un incendie et l'absorption des effluents en cas de déversement accidentel et doivent être opérationnel en permanence. L'inspection demande à l'exploitant de veiller à ce que les bacs de sable fassent l'objet d'une attention particulière pour retirer les déchets déposés. La mise en place d'un affichage interdisant le dépôt de déchets dans ces bacs peut limiter les incivilités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – point 4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques

**Prescription contrôlée :**

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours).(...)
- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;
- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. (...)
- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; (...)
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu. (...)

Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance[...]. Cette disposition est obligatoire à compter du 30 juin 2010 pour les installations existantes.

Une commande de mise en œuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

#### **Constats :**

La station-service est exploitée en libre service sans surveillance (il n'y a pas de personnel permanent dans la cabine).

L'inspection a constaté que les installations sont équipées d'un dispositif d'extinction automatique. Une commande manuelle installée en dehors de l'aire de distribution et accessible à toute personne. L'exploitant indique que le dispositif d'extinction automatique fait l'objet d'un contrôle périodique. Il est toutefois constaté qu'aucun macaron de vérification à jour n'est apposé sur les coffrets justifiant la réalisation de ce contrôle. Le classeur-registre, qui a été présenté à l'inspection, fait état d'une vérification annuelle des extincteurs portatifs en juin 2025 mais ne précise pas si le dispositif d'extinction automatique est inclus dans cette vérification.

La station-service dispose de certains moyens de lutte contre l'incendie prescrits en cas d'absence d'un dispositif automatique d'extinction incendie, notamment :

- un poteau incendie implanté à environ 20 mètres (au niveau de la station de lavage) et d'un deuxième poteau à environ 100 mètres (rue Foch);
- un bouton d'arrêt d'urgence et un bouton d'appel sur chaque îlot;
- des réserves de produits absorbants stockés dans des bacs à l'abri des intempéries (la pelle pour disperser le sable est disponible dans la cabine).

L'inspection relève qu'aucun extincteur n'est présent dans les coffrets installés sur chaque îlot. L'exploitant a indiqué que les appareils ont fait l'objet d'un vol et qu'ils vont être remplacés. Le bouton d'appel présent sur chaque îlot indique "appel caissier". En l'absence de personnel sur l'installation (station fonctionnant en libre-service), l'exploitant doit confirmer si ce bouton d'appel est toujours en état de fonctionnement et s'il permet de contacter un agent de surveillance au même titre que le bouton situé sur la borne de sécurité.

Une couverture anti-feu est présente dans la cabine.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit attester de la réalisation de l'entretien et la vérification du système d'extinction



automatique en transmettant les rapports de vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Events**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe 1 – 4.10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cas des stockages enterrés de liquides inflammables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, même non classés, respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé.[...]</p> <p>&gt; Article 13 de l'arrêté du 18 avril 2008 : Tout réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes (...). Lorsque l'installation n'est pas visée par les dispositions relatives à la récupération des vapeurs, les événements sont ouverts à l'air libre sans robinet ni obturateur.</p> <p>Les événements ont une direction finale ascendante depuis le réservoir et leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur (...). Cette distance est d'au moins 10 mètres vis-à-vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public.</p> <p>&gt; Article 4 de l'arrêté du 18 avril 2008 : (...) Les réservoirs sont repérés par une signalétique les identifiant par un numéro, par leur capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépotage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les réservoirs sont équipés de plusieurs événements fixes débouchant à l'air libre dans un endroit visible à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement. Les réservoirs sont repérés par une signalétique avec un numéro, la capacité et le produit contenu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite